

contre l'apartheid. Certes, nous sommes déçus de la réaction du Gouvernement sud-africain; certes, nous avons dû considérer de nouveau s'il valait la peine de maintenir nos relations économiques et diplomatiques avec un gouvernement qui semble déterminé à agir comme un hors-la-loi.

Le Canada a toujours eu pour politique de faire tout son possible pour aider à éviter la catastrophe, à mettre un terme à l'apartheid et à contribuer à l'instauration d'un gouvernement représentatif non racial. Le Premier ministre et moi-même avons clairement indiqué à plusieurs reprises que, si ces efforts devaient échouer, nous couperions toutes nos relations diplomatiques et économiques avec l'Afrique du Sud. Notre politique a pris diverses formes: les sanctions économiques et autres; les pressions diplomatiques; l'aide aux opposants et aux victimes de l'apartheid. Je voudrais discuter de chacun de ces éléments séparément.

En ce qui concerne les relations diplomatiques, le choix est simple. Est-ce que nous rompons ces relations pour marquer notre profonde aversion, ou est-ce que nous cherchons plutôt à user de notre influence malgré notre amère déception? Il est fort tentant d'opter pour la première solution, de conclure que le régime sud-africain est si profondément antidémocratique que seule la violence l'amènera à changer. Certes, les dernières actions en date du gouvernement de Pretoria ôtent à l'Afrique du Sud tout semblant de démocratie au sens où l'entendent les nations occidentales. Les défenseurs de l'Afrique du Sud clament bien haut que leur société est partie intégrante de la communauté occidentale; si tel est le cas, leurs actions trahissent aujourd'hui cet héritage.

Certains députés préconisent une rupture immédiate des relations diplomatiques. Mais je me demande s'ils ont bien réfléchi à ce qu'un tel geste signifierait.

Ainsi, le Gouvernement sud-africain a intensifié sa campagne de censure et de propagande pour masquer la réalité de l'apartheid. Ce n'est qu'en maintenant une ambassade dans ce pays que nous pouvons rester à l'écoute de ce qui s'y passe vraiment. Il s'agit là d'un atout précieux, et il peut nous en coûter si nous décidons de fermer l'ambassade.

C'est aussi par l'entremise de l'ambassade que nous pouvons administrer une bonne partie de notre programme d'aide de 5 millions \$ dans ce pays. Sans représentation